

Daniel Bensaïd

## Autour du livre d'Alain Joxe

Interrogé sur le « nouvel ordre mondial », un général brésilien répondait récemment à la hussarde que ce nouvel ordre, si tant est qu'il existât, serait à coup sûr « plus instable, plus injuste, et plus violent ». Nous y sommes. Dans cette logique centrifuge de conflits inhérents à l'effondrement de l'ordre ancien, le livre d'Alain Joxe <sup>1/</sup> vient à point pour alimenter la réflexion sur la nouvelle donne géostratégique.

L'équilibre de la terreur nucléaire supportait au moins un jeu à deux. Or, l'empire soviétique s'est désintégré. Mais, à la différence de Rocky IV, le vainqueur présumé de ce long bras de fer est lui aussi KO debout. La disparition de l'Union soviétique laisse un espace économique mondial potentiellement unifié, mais un espace militaire désarticulé. Rythmes économiques et militaires sont désaccordés. Les États-Unis demeurent en effet la seule puissance réellement opérationnelle dans les grands conflits mondiaux. Mais ce rôle est désormais en décalage par rapport à leur puissance économique toujours déclinante : ils sont devenus débiteurs nets de capitaux en 1985. Les voici donc tenus d'opérer une restructuration intérieure énergétique ou de renoncer à leur leadership international.

Or, la vision du monde américaine était charpentée depuis des décennies par une bipolarité entre le bien et le mal compatible avec l'idéologie religieuse des origines pionnières. La victoire à l'usure sur l'Union soviétique masque partiellement l'ampleur du déclin américain tout en poussant les États-Unis à prendre la responsabilité d'un système impé-

rial « monocéphale » mais déstabilisé, miné de conflits hier encore contenus par le partage des zones d'influence et des responsabilités.

Il est possible aujourd'hui, constate Alain Joxe à la lumière de la guerre du Golfe, « de déceler dans la realpolitik allemande et japonaise, ou même européenne et arabe, l'idée que le peuple maître, n'étant plus son propre commanditaire, n'est peut-être plus que la nation militaire mercenaire d'un pouvoir économique mondial déjà fondamentalement délocalisé mais qui a besoin d'un bras armé ».

Cette redéfinition du premier rôle ne se fait pas en un jour. L'intervention brutale à Panama et le kidnapping assumé d'un chef d'État ripou en constituent dès 1989 une sorte de prélude, opportunément voilé par les images truquées de Timisoara. Il s'agit en quelque sorte de remplacer les conflits à mobiles politiques explicites de la guerre froide par des conflits à couverture juridique et humanitaire : les guerres du droit (contre le narco) ou les guerres humanitaires (contre la faim). L'empire affirme ainsi son autorité et sa puissance face au limes barbare.

Toutefois, jusqu'à la guerre du Golfe, deux grandes interprétations de la victoire sur l'URSS restaient en présence. Celle selon laquelle elle résulterait d'une suprématie géographique et celle selon laquelle il s'agirait d'un triomphe militaire sans combat grâce à l'insoutenable escalade imposée aux Soviétiques par la guerre des étoiles. La parution du livre de Paul Kennedy, *Montée et déclin des grandes puissances*, affirmant que le déclin économique précède et annonce la perte de puissance militaire des empires, s'inscrivait dans ce contexte.

Quoi qu'il en soit, les États-Unis étaient acculés à une redéfinition radicale. « C'est, écrit Joxe, l'ensemble de la représentation stratégique qui

devait s'écrouler en même temps que l'affaiblissement puis la décomposition de l'URSS. Toute l'architecture hiérarchisée des intérêts et des menaces était en plein bouleversement, du fait de la disparition de la menace majeure. Sans menace, le système des intérêts demeurerait, mais les politiques et même les doctrines devenaient comme floues et incertaines, de même que les stratégies de sécurité.

Entre autres causes, la redéfinition des stratégies exigeait une épreuve concrète. » D'où la logique américaine qui, dès l'invasion du Koweït, aboutit à la guerre du Golfe : « pour s'obliger à utiliser la force, Bush a simplement décidé, dès le 19 août 1990, de déployer 250 000 soldats ». Un tel déploiement ne permettait pas de pérenniser la pression par l'embargo. Pour assurer les rotations, il aurait fallu recourir à la conscription. La décision du 19 août créait donc une situation de non-retour. Les trois parties centrales de *L'Amérique mercenaire* fournissent une analyse minutieuse et convaincante, à travers la guerre du Golfe et ses préparatifs, de cette réorientation stratégique.

Le 2 août 1990, le jour même de l'invasion irakienne du Koweït, G. Bush prononçait le discours d'Aspen traçant les grandes lignes de la nouvelle doctrine militaire américaine d'après la guerre froide. La menace « globale » soviétique n'y constitue déjà plus l'axe structurant central. La priorité revient aux opérations d'urgence dans le monde entier, aux interventions régionales et conjoncturelles, avec utilisation d'armes classiques performantes. La Contingency Force (force d'urgence) chargée de ces missions est basée aux États-Unis même. L'observation par satellites et la maîtrise de l'air jouent désormais un rôle déterminant au détriment de la Navy et des forces nucléaires. « La mutation tient compte de l'évolution lente des armes sophistiquées :

<sup>1/</sup> Alain Joxe, *L'Amérique mercenaire*, « Au vif », Stock.

la tranche ultime et donc dominante de la technologie des armements dérive du guidage avec précision par l'électronique miniaturisée. À la fin du cycle de l'armement nucléaire sur fusées, la précision est déjà plus significative que l'explosion. Une pensée militaire plus opérationnelle, plus « expéditionnaire, visant le Sud plus que l'Est était donc déjà en formation avant la guerre du Golfe et la chute du Mur de Berlin. » Dick Cheney parle alors de « nouvelle révolution dans la forme de la guerre ». Il s'agit de réaffirmer sans délai le leadership américain dans le monde.

Gorbatchev avait employé la formule du « nouvel ordre international » lors de son voyage de décembre 1988 aux États-Unis, dans le sens d'une sorte « d'écologie mondiale ». Dans le discours de Bush, en septembre 1990, elle fait d'abord référence à un ordre politico-financier (faisant jouer les mécanismes du Gatt, du FMI, de la Banque mondiale), à un ordre justicier (accent mis sur le droit et l'ONU), à une organisation régionale sous hégémonie américaine (impliquant le partage des coûts du maintien de l'ordre). Alain Joxe rappelle que 90 % des coûts additionnels occasionnés par la guerre du Golfe ont été financés par les contributions de l'Allemagne, du Japon et des pays arabes. Si l'armée américaine n'a pas joué un rôle de mercenaire au sens strict, son utilisation (sa location contre argent comptant) fut bien une source de revenus.

Le diagnostic est catégorique : « Nous vivons désormais une époque de troubles et de désordres généralisés. » La violence moderne ne prend pas la forme de la guerre centrale, mais de la multiplication de guerres locales et de violences privées, à travers lesquelles se jouent décomposition et fusion des États : « Nous rentrons dans l'horreur des massacres et des camps. »

On pourrait objecter que massacres et camps n'ont guère cessé d'exister depuis la Seconde Guerre mondiale, mais ce serait sous-estimer la nouveauté de la situation. D'une part, la disparition de l'Union soviétique en tant que seconde grande puissance laisse « un ordre impérial unique en voie de mercenarisation ». D'autre part (mais c'est la dimension que le livre de Joxe ne prend guère en compte pour une mise en perspective du redéploiement stratégique), l'approfondissement de la crise économique n'a d'issue concevable (et à quel prix ? sur le dos de qui ?) que par un redécoupage généralisé des espaces économiques et politiques de mise en valeur du capital, c'est-à-dire par un redécoupage des États. Enfin, la conflictualité militaire ouverte, pratiquement contenue dans le tiers-monde depuis les accords de Yalta, reflue inexorablement vers le « premier monde ». La guerre yougoslave est encore une guerre charnière, mais c'est déjà une guerre européenne.

Face à la montée de ces périls, Alain Joxe insiste dans sa conclusion sur ce qu'il appelle « l'école française », en précisant bien qu'il ne s'agit pas là d'une expression chauvine, mais d'une conception universelle républicaine du rapport entre État et nation. Hostile à la « prééminence des empires », cette école française se caractériserait « par une préférence affichée pour l'échelle d'organisation de l'État-nation » : « un État-nation est avant tout un territoire associé à une citoyenneté ; une volonté civique de cohabitation, pas du tout une ethnologie tribale ou paysanne. Les empires jouent toujours sur les divisions entre les ethnies, les Républiques sur l'unité des peuples ». On trouve dans cette approche les mêmes ambiguïtés conceptuelles que dans la pensée de J.-P. Chevènement. La République dont il est question tient à la fois de la référence politico-institutionnelle, de l'héri-

tage historique et du mythe idéologique. Il est toujours difficile d'en décomposer ces ingrédients.

Le concept de République permet d'opposer une idée de la citoyenneté, de la laïcité, du droit du sol, à l'État confessionnel et au droit du sang. Mais cette acception conceptuelle se charge aussitôt d'une valorisation historique indiscriminée. Ainsi, dans son entretien au *Monde* (22 décembre 1992), Alain Joxe souligne les vertus de « l'hospitalité » républicaine : la nation française « n'a jamais liquidé les Indiens ». Soit. Le front pionnier ne passait pas entre langue d'Oc et langue d'oïl. Républicaine ou pas, la nation française n'en a pas moins liquidé ses Indiens outremer et à grande échelle, de l'expédition en Haïti à la guerre d'Algérie. Le rappel n'est pas de pure forme : ce rapport colonial, Joxe le sait bien, est profondément constitutif de la culture et de la nation française. Il est à l'origine du « rang de la France » que l'association avec les États-Unis dans la guerre du Golfe entendait précisément « tenir ».

Convaincu que « l'autonomie nationale était et reste la seule source durable de l'identité civique de la démocratie », Joxe oppose donc l'État-nation, en tant que pivot tempéré de la réorganisation politique, à la fragmentation en *länder* et autres pouvoirs régionaux qui finiraient par fournir la matière première d'une nouvelle construction impériale : « L'école française est celle de l'autonomie républicaine, de la définition territoriale de la démocratie, de la citoyenneté par droit du sol et de la nationalité laïque. C'est la seule formule qui oblige au bon voisinage comme principe frontalier et exige le respect des minorités culturelles et ethniques comme principe fondateur de la citoyenneté territoriale et non comme enfermement dans des ghettos ou des sauveterres menacées, et qui par conséquent interdit tout racisme ».

Il en déduit que l'unité de l'État et de la Nation demeure jusqu'à nouvel ordre (tant que l'Europe n'est pas un État-nation) le fondement des questions de défense et que la nouvelle configuration internationale requiert une réflexion sur « l'autonomie stratégique française » dans la mesure où la fonction centrale de la dissuasion nucléaire est tout aussi caduque désormais que le rapport d'équilibre entre puissances dans lequel elle s'inscrivait. Il suggère ainsi de « rechercher une définition moderne de la mobilisation générale qui confère de nouveau à la citoyenneté un rôle stratégique dans la défense nationale » : « Le service national étant une période de formation à la mobilisation moderne, il ne serait plus défini comme la présence encasernée de conscrits disponibles au combat d'infanterie, mais comme un ensemble d'apprentissages – y compris celui de l'action humanitaire interne et externe –, de dispositifs et de dispositions, permettant le changement du logiciel de gestion de la société civile pour la production en logiciel de gestion de la société civile pour la défense. Cette nouvelle mobilisation par fax correspondra davantage à ce qu'on nomme une posture de garde dans les arts martiaux qu'à la marche à pied vers la gendarmerie la plus proche qu'ont connue nos grands-pères ».

Ces développements permettent de relancer une discussion sur les options de défense pratiquement au point mort dans la gauche depuis les années soixante-dix. Elle reste cependant hypothéquée par une question cruciale que l'option de l'État-nation ne résout pas. Alain Joxe considère, nous l'avons vu, qu'il s'agit dans l'état actuel des choses du cadre fonctionnel le meilleur (ou le moins mauvais) pour l'exercice d'une souveraineté démocratique et pour la définition de la force censée la garantir. Or, ce cadre est indiscutablement malmené. La mondialisation

de l'économie et de la communication, l'accélération de la circulation des marchandises, des capitaux, des services et des personnes tendant à vider partiellement l'espace national de sa substance socio-économique. L'État national perd la maîtrise d'un nombre croissant de décisions. La redistribution des pouvoirs réels au niveau national, régional, et supranational appelle une redistribution correspondante des attributs de souveraineté. Cette mutation en cours est, avec l'affaiblissement de l'État dit « providence », la raison fondamentale de la crise du système de représentation (tant électoral que syndical) et de la crise morale en politique (corruption galopante, privatisation de la violence, mafias).

Reste à savoir sur quoi cette crise peut déboucher. Joxe semble dans une brève formule conserver l'État-nation comme instance de souveraineté principale, notamment d'un point de vue de défense, tant que l'Europe n'est pas encore devenue un État-nation. Mais le peut-elle ? C'est tout le problème posé par-delà les polémiques autour de Maastricht. Le postuler, c'est supposer un processus élargi de formation de l'État-nation à l'échelle du continent. Les unités italiennes et allemandes, l'éclatement des empires avec la Première Guerre mondiale auraient parachevé une ère, dès le début du siècle. L'heure serait venue d'un changement d'échelle, que Joxe semble d'ailleurs souhaiter : une Europe confédérée et républicaine contrebalançant les tentations militaro-impériales américaines. C'est faute de cette Europe républicaine qui n'est pas encore, qu'il entend préserver les acquis du vieil État-nation.

Mais n'est-ce pas illusoire ?

D'une part, il devient de plus en plus discutable d'imaginer un processus de formation d'une Europe fédérale, partant de l'union douanière et monétaire, comme l'image agrandie

de l'unité allemande du siècle dernier. Les fondations d'un tel processus résident dans la concentration et l'internationalisation des capitaux, dans les fusions et les alliances de grandes entreprises. Or, la mondialisation accélérée en cours depuis la Seconde Guerre mondiale ne débouche pas mécaniquement sur la formation d'un capital « européen » et sur l'unification d'un marché européen. Parce qu'il s'agit précisément d'un processus d'internationalisation, les phénomènes d'intégration européenne et d'intégration mondiale des capitaux sont simultanés et imbriqués. Il se forme autant (ou plus) de multinationales anglo-américaines ou germano-japonaises que de multinationales spécifiquement « européennes ».

Certes, il n'y a pas de déterminisme économique absolu. La volonté politique a tout son rôle à jouer. Mais les polémiques sur la réduction de l'Europe à une vague zone de libre-échange par la mauvaise volonté britannique tendent trop souvent à masquer cette contradiction essentielle. Avant même de se doter de fonctions proto-étatiques, l'Europe à six ou à douze est déjà emportée dans un mouvement où les fusions et alliances transcontinentales sapent en partie les tentatives d'unification et d'harmonisation d'un espace économique, monétaire, juridique, voire militaire européen. En un mot, la marche à l'unité politique européenne ne saurait être conçue sur le modèle élargi de la formation des États-nations et la notion même d'État-nation appliquée à l'éventualité d'une Europe politique future sonne comme un anachronisme.

Face à ces incertitudes, déjà illustrées par la crise du système monétaire européen et le rétrécissement du noyau politique de Maastricht à une peau de chagrin (sous l'effet de la récession, les constructions fragiles volent en éclats et il devient de plus en plus difficile aux

partenaires de tenir les critères de convergence), le retour au bercail de l'État-nation apparaît d'autre part comme la quête d'une illusoire ligne Maginot. La mondialisation est trop engagée pour prétendre faire machine arrière. Et toute tentative de valorisation à contre-courant de l'instance nationale produit les effets pervers qu'on a déjà pu constater avec le discours du « produisons français », avec les débats sur l'immigration, ou avec l'obsession diplomatique de « tenir un rang » de plus en plus intenable (si tant est que ce fût souhaitable) du fait de l'évolution des rapports de force réels dans le monde.

Il semble que l'impuissance d'un mouvement social révolutionnaire et la difficulté à définir une réponse politique appropriée (ensembles confédérés) à l'internationalisation effective aboutissent à une bipolarisation perverse entre, d'un côté, des résurgences nationales basculant dans le nationalisme ethnique et, de l'autre, un cosmopolitisme abstrait habillant de légitimité humanitaire ou onusienne le maintien de l'ordre impérial.

La réflexion sur ces questions est d'autant plus urgente que, comme le dit fort bien Joxe, « la violence flotte en Europe » et qu'il existe pour la maîtriser de plus en plus de règlements et de moins en moins de légitimité : « Le caractère légitime du pouvoir de coercition des États provient depuis 1945 de l'existence d'un envahisseur latent menaçant qui a pris la succession des nazis dans la représentation de l'envahisseur indispensable à l'identité défensive de la France depuis 1793, 1815, 1870, 1914,

1940... Quelle est aujourd'hui, en France, la source de légitimité de l'État en tant qu'organisation de la défense, c'est-à-dire de la violence légitime ? Elle est entièrement à refaire, pas avec des guerres mais avec des actions de substitution qui doivent nous épargner à la fois la guerre civile et la guerre étrangère.

Ce qui paraît douteux, c'est que l'on puisse éviter à l'Europe la multiplication des guerres en effaçant autant que faire se peut la trace des légitimités étatiques anciennes. De Gaulle pensait à une Europe des nations, non par nationalisme, même s'il était bien un nationaliste, mais par souci de ne plus voir se créer de nouvelles nations, c'est-à-dire de ne plus avoir à déchaîner la violence légitime et fondatrice des États... Fonder l'Europe ne peut se faire pacifiquement si on élimine les identités nationales, car la production d'une nouvelle légitimité étatique par l'habitude, le charisme d'un individu ou une légalité transnationale ne va pas sans violence. »

Cette violence est déjà là. Il faut bien trouver désormais une issue positive au processus engagé. La désintégration européenne au profit de replis autarciques et xénophobes ferait le lit de forces d'extrême droite déjà existantes et, non seulement en France, électoralement significatives. Si elles n'ont pas encore reçu le soutien de fractions représentatives du grand capital, la crise ouverte de leur projet européen peut les y conduire. Inversement, la marche forcée à l'Europe de Maastricht ne ferait pas l'Europe, mais une Europe par élimination,

réduite à un club exclusif. Elle impliquerait certainement de nouvelles fissures, voire de franches fractures au sein des États-nations existants. L'Allemagne, l'Italie, la Belgique, l'Espagne sont directement concernées. Un tel scénario ne constitue pas un moindre mal devant la renaissance d'un fascisme nationaliste et chauvin. La situation est assez inédite pour permettre d'imaginer une nouvelle variante de fascisme impérialiste paneuropéen, œuvrant à une Europe riche et blanche.

La troisième voie, étroite, consiste à « remettre le processus européen sur ses pieds », autrement dit à partir du mouvement social et de l'association politique volontaire entre peuples et nations. C'est la voie d'une Europe confédérée qui ne se limiterait pas à l'Occident riche mais qui constituerait un cadre de dialogue et de rapprochement. Voie difficile sans doute, qui n'a de chance de voir le jour que si une mobilisation des exploités et des opprimés dispute aux bourgeoisies en décomposition le leadership du projet européen. Utopie ? Il faut espérer et faire en sorte que non. Les autres hypothèses sont des plus inquiétantes.

Le livre d'Alain Joxe apporte une indispensable contribution à ces débats. Il contribue à fournir les moyens de compréhension des conflits en cours, de leur contexte, de leur logique. À lire et à débattre de toute urgence.

1992

*[Nous n'avons pas pu reprendre toutes les corrections manuscrites car trop peu lisibles.]*